



MISSION PERMANENTE DE LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI AUPRÈS DES NATIONS UNIES
À NEW YORK

H.E Mr. Matthew Rycroft,
Permanent Representative of United Kingdom
to the United Nations and
President of the Security Council.

New York, November 09, 2015

Réf. : 204.02.18/701/RE/2015

Excellency,

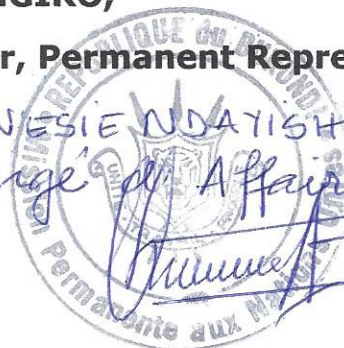
I have the honor to submit to you the statement of the Government of the Republic of Burundi to clarify the **inaccurate interpretations of the message to the nation of November 2, 2015 on disarmament of civilians.**

I kindly request your Excellency to share its contents with other Security Council member states as an official working document.

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.

Albert SHINGIRO,
Ambassador, Permanent Representative

P.O. ANESIE NDATISHIMIYE
Charge d'Affaires ai



REPUBLIQUE DU BURUNDI**SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT****COMMUNIQUE DU GOUVERNEMENT SUITE AUX INTERPRETATIONS ERRONEES DU MESSAGE A LA NATION DU 02 NOVEMBRE 2015 SUR LE DESARMEMENT DES CIVILS.**

A la suite du Message à la Nation de S.E le président de la République en langue nationale le 02 novembre 2015, offrant la dernière chance aux détenteurs illégaux d'armes particulièrement à ceux qui se sont infiltrés dans la population des quartiers objet des derniers actes d'insurrection liés aux élections du mois de juillet, plusieurs réactions se sont fait entendre dans l'opinion nationale et internationale. Ces réactions montrent la mauvaise interprétation du message par l'opinion à cause des spéculations de ceux qui ont voulu déformer délibérément l'intention du Chef de l'Etat.

A cette fin, le Gouvernement du Burundi voudrait apporter les clarifications suivantes :

1. Depuis la clôture des élections et la mise en place des institutions qui en résultent conformément à la Constitution de la République et aux Accords d'Arusha, les acteurs du mouvement insurrectionnel et de la tentative du coup d'Etat du 13 mai 2015 se sont transformés en véritable réseau terroriste, avec des pratiques et des actes jusqu'ici inconnus, notamment l'attaque sur des cibles civiles comme les domaines des religieux.

2. On se souviendra que dans la nuit du 26 au 27 octobre de cette année, un commando venu de CIBITOKÉ a attaqué à l'armée lourde le couvent du Centre Jeunes Kamenge, abritant la résidence du président de la Commission Vérité Réconciliation(CVR) Monseigneur Jean Louis NAHIMANA et autres prêtres y

résidant qui heureusement en sont sortis tous indemnes. Dans son communiqué du 28 octobre, le Gouvernement a condamné cet acte ignoble et a invité la Communauté internationale d'en faire autant, sans que malheureusement cet appel soit entendu.

3. La série noire ne s'arrête pas là, l'on citera notamment l'enlèvement des personnes suivi de leur exécution dans des conditions atroces, notamment la décapitation des victimes et la mutilation de leurs organes comme ces terroristes viennent de signer le forfait à Mutakura dans la même zone CIBITOKÉ, dans la nuit du 04 au 05 novembre 2015, l'assassinat de trois personnes dont un employé d'une compagnie d'assurance du nom de SUNGURA Gabin dont le cœur a été arraché et une autre personne à qui on a coupé la tête.

4. Cette nuit du 07 au 08 novembre 2015, ces terroristes viennent de signer un nouveau forfait avec l'attaque sur un cabaret au quartier Kajiji, en zone Kanyosha de la commune urbaine de MUHA, faisant 7 personnes tuées sur le champ et 2 autres blessés.

Et toutes ces atrocités ne peuvent se justifier par des mobiles politiques, comme une certaine opinion voudrait le faire croire.

5. Depuis le début du mouvement insurrectionnel, le Gouvernement du Burundi n'a cessé de condamner la dérive terroriste que prenait le mouvement et a maintes fois demandé à la Communauté internationale d'exercer une pression suffisante à l'endroit de ceux qui fournissent les armes, encadrent ou financent ces criminels d'arrêter cette entreprise dangereuse qui risquait de donner naissance à un noyau terroriste difficile à contrôler, et c'est le cas actuellement. Il est donc inconcevable qu'aucune voix ne se soit encore levée de la part de la Communauté internationale pour condamner ces atrocités et leurs responsables.

6. Face à cette dérive terroriste des criminels déguisés au départ en manifestants pacifiques pour évoluer au stade criminel malgré l'appel incessant du Gouvernement à l'endroit de la Communauté Internationale depuis le début du mouvement insurrectionnel, il va de soi qu'un Président de la République responsable prenne des décisions que lui confère la Constitution de la République dans sa mission de garant de l'ordre et de la sécurité de tous les citoyens.

7. Le Message à la Nation du 02 novembre 2015 qui par ailleurs est sans équivoque sous tous ses aspects s'imposait. Il s'agit d'un dernier appel, après le délai de grâce accordé aux détenteurs d'armes illégaux dans le Décret n° 100/36 du 24 Septembre 2015, portant exemption de poursuites pénales aux détenteurs illégaux d'armes. Cette décision accordait un délai d'un mois à toute personne détentrice illégale d'armes à feu, dans le décret.

C'était également une continuité de la clémence du Chef de l'Etat envers les détenteurs de ces armes parmi lesquels des personnes désabusées ou intimidées, afin qu'ils les remettent d'eux-mêmes sans attendre qu'ils soient exposés aux sanctions pénales, comme la loi l'autorise.

Il ne s'agit donc pas d'un appel à une violence quelconque

8. Au regard des différentes réactions et déclarations qui ont suivi le message du Président de la République à la Nation du 02 novembre 2015, le Gouvernement du Burundi constate que les auteurs de ces réactions ont fait l'objet de manipulations par des milieux politiques hostiles, car aucun passage du message n'augure la moindre violence, encore moins fait appel au génocide dont les Burundais connaissent l'amère expérience depuis l'indépendance de leur pays.

Ceux qui jouent avec le génocide sont ceux-là même qui misent sur une catastrophe nationale pour accéder au pouvoir politique après s'être rendu compte que la voie électorale ne leur offre aucune chance. Et ils n'ont cessé de la clamer tout haut devant la Communauté internationale.

9. Le Gouvernement du Burundi voudrait donc tranquilliser l'opinion nationale et internationale que le message du Chef de l'Etat n'est nullement un appel à la persécution de qui que ce soit, mais une mesure visant à restaurer la paix et la sécurité sur tout le territoire national sans qu'il y ait des bastions de criminels constituant une menace pour les citoyens paisibles et honnêtes.

10. Le Gouvernement voudrait rappeler à la Communauté internationale que partout dans le monde où sévissent les groupes terroristes par les prises d'otages comme on y assiste ces derniers temps, le devoir de l'Etat est de protéger les citoyens prioritairement, mais également de tout faire pour libérer les otages des mains des terroristes avec le maximum de précaution et le minimum de casse possible. Et c'est ce qu'a fait le président NKURUNZIZA dans son message mal interprété par une certaine opinion.

Le Gouvernement réitère son engagement à utiliser le maximum de professionnalisme dans le travail annoncé de désarmer les récalcitrants, et tient à rassurer la population des quartiers concernés que tout sera mis en œuvre pour la protéger ainsi que leurs biens.

11. Le Gouvernement invite la population burundaise en général et les habitants de la Capitale Bujumbura en particulier, de refuser et de condamner le retour aux atrocités des années antérieures. Le Gouvernement demande à la population de rester sereine et unie et de se préparer pacifiquement au dialogue inter-Burundais.

Fait à Bujumbura, le 08 novembre 2015

Le Secrétaire Général du Gouvernement
et Porte Parole du Gouvernement
Philippe NZOBONARIBA

REPUBLIC OF BURUNDI



OFFICE OF THE SECRETARY GENERAL AND SPOKESPERSON OF THE GOVERNMENT

GOVERNMENT STATEMENT TO CLARIFY THE INACCURATE INTERPRETATIONS OF THE MESSAGE TO THE NATION OF NOVEMBER 2, 2015 ON DISARMAMENT OF CIFILIANS.

Following the Message to the Nation of HE the President of the Republic in the national language on November 2, 2015, giving the last chance for illegal owners of weapons especially those who have infiltrated into the population of boroughs subject to the insurgency related to elections of July 2015, several reactions were heard in the national and international opinion. These reactions show inaccurate interpretation of the message by public opinion because of the speculations of those who wanted to deliberately distort the intent of the Head of State.

To this end, the Government of Burundi would like to make the following clarifications:

- 1.** Since the end of the elections and the consecutive establishment of institutions in accordance with the Constitution of the Republic and the Arusha Accords, the actors of the insurrectional movement and those of the failed coup of 13 May 2015 organized themselves into a real terrorist network, with practices and acts hitherto unknown, including the attack on civilian targets such as religious premises.
- 2.** It should be recalled that in the night from 26 to 27 of October this year, a heavily armed commando from Cibitoke attacked the convent of Kamenge

Youth Centre, home to the Chairperson of the Truth and Reconciliation Commission (TRC), Monsignor Jean Louis Nahimana, and four other priests who fortunately escaped unharmed. In a Communiqué issued on the 28 of October, the Government condemned this despicable act and urged the international community to do the same, but unfortunately this appeal was not heeded.

3. The series of horrors is very long. The kidnapping of people followed by their killing in atrocious conditions, the beheading of victims and the mutilation of their bodies, evidenced by the barbarity of the terrorists at Mutakura in the urban borough of Cibitoke in the night from 4 to 5 November 2015 when three people, including someone named Gabin Sungura, an employee of an insurance company were murdered, with the heart of the latter ripped off. Another person was also beheaded on the same night.

4. Last night, the night from 7 to 8 November 2015, these terrorists have signed a new barbaric act with the attack on a pub in the neighborhood of Kajaga in Kanyosha area of the urban borough of Muha, killing seven persons and injuring two others. All these atrocities cannot be justified by political motives as a certain opinion may argue.

5. Since the beginning of the insurrection, the Government of Burundi has repeatedly condemned the terrorist drift the insurgency movement was taking and has repeatedly called on the international community to exert sufficient pressure against those who provide weapons, train or provide funding to these criminals to get them stop such a dangerous move that might develop into a terrorist network hard to deal with in the long run, and such is currently the case. It is therefore inconceivable that so far there is no condemnation whatsoever from the international community against these atrocities and their master minders.

6. Faced with this rampant terrorist situation created by criminals disguised as peaceful demonstrators who shortly developed into stark criminals despite the constant appeal of the Government to the international community since the beginning of the insurrectional movement, it is right for a responsible President

of the Republic to take decisions conferred by the Constitution of the Republic in his capacity as guarantor of order and security for all citizens.

7. The Message to the Nation of 2 November 2015 which is indeed clear in all its aspects was imperative. It was a final call after the grace period granted to holders of illegal weapons by Decree Nr 100/36 of 24 September 2015, exempting illegal weapons owners from criminal prosecution. This decision granted a one-month period to any person possessing illegal firearms to voluntarily surrender them.

It was also a continuation of clemency from the Head of State towards holders of weapons including those pushed or intimidated to get them (weapons), so that they voluntarily hand in these weapons without waiting for being exposed to criminal penalties under the law.

Therefore, it was not a call for any violence whatsoever.

8. In the light of the different reactions and statements surrounding the Message to the Nation by the President of the Republic on November 2, 2015, the Government of Burundi notes that the authors of these reactions were manipulated by hostile political circles, because no passage of the Message triggers any violence, let alone inciting to genocide whose bitter experience has been suffered by the people of Burundi since the independence of their country. Those who play with genocide are the very ones who rely on a national catastrophe to conquer the power after realizing that the electoral process offers no chance to them. Something they constantly and loudly voice before the international community.

9. The Government of Burundi would therefore like to reassure the national and international opinion that the Message of the Head of State is in no way a call for persecution against anyone but rather a measure to restore peace and security throughout the national territory until there are no crime strongholds likely to threaten peace and security for law-abiding citizens.

10. The Government would like to remind the international community that everywhere in the world where terrorist groups operate by the taking people hostages as observed recently, the duty of the government is primarily to protect

citizens, but also to do everything to free those taken hostages from the hands of terrorist with the maximum of care and minimum of casualties. And that is what President Nkurunziza was emphasizing in his recent Message to the Nation inaccurately interpreted by a certain opinion.

The Government reiterates its commitment to use the maximum of professionalism in the work ahead to disarm recalcitrant and would like to reassure the population of the areas concerned that everything will be done to protect them and their property.

11. The Government urges the people of Burundi in general and the inhabitants of the city of Bujumbura in particular to reject and condemn the return to the atrocities of previous years. The Government asks the population to remain calm and united and to prepare peacefully for the upcoming Inter-Burundian Dialogue.

Done at Bujumbura, November 08, 2015

Philippe NZOBONARIBA

Secretary-General and Spokesman
of the Government.-